

ÉCONOMIE ET FINANCES

# DÉVELOPPEMENT OU GAIN DE TEMPS ?

Rente pétrolière, transformation économique  
et survie politique en Algérie

**Tin Hinane El Kadi**  
Avril 2020



En examinant l'évolution de la gestion du pétrole et la politique industrielle en Algérie depuis l'indépendance, cette étude remet en cause les théories dominantes et souligne le rôle déterminant des facteurs politiques par rapport aux résultats économiques.



L'Algérie est passée d'une coalition dominante durant laquelle des efforts importants en vue de la diversification ont été déployés, à une coalition de type dominant faible par la suite, caractérisée par un clientélisme accru et une faible volonté d'engager une transformation structurelle.



L'échec de l'Etat à promouvoir le capital pendant ces deux périodes trouvait racine dans des contraintes idéologiques et politiques faisant obstacle à la diversification des exportations.



# Table des matières

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	3
<b>2</b>	<b>ARGUMENTS THÉORIQUES</b>	5
	Le Syndrome hollandais .....	5
	La théorie de l'État rentier .....	6
	Nouvelle économie institutionnelle et abondance pétrolière .....	6
	À la croisée des pactes politiques et de l'idéologie .....	7
<b>3</b>	<b>MÉTHODOLOGIE</b>	10
<b>4</b>	<b>DYNAMIQUE DES PACTES POLITIQUES EN ALGÉRIE</b>	12
	Coalition politique et idéologie à l'épreuve .....	12
	de la malédiction (1962-1988)	
	Politique de la rente et concentration .....	16
	des exportations (1988-2017)	
<b>5</b>	<b>RÉFORME DE LA LIBÉRALISATION DU MARCHÉ</b>	18
	L'émergence du lobby de l'import .....	18
	Absence de politiques favorables aux entreprises .....	19
<b>6</b>	<b>CONCLUSION</b>	21
	Bibliographie .....	22
	Liste des graphiques .....	26
	Liste des abréviations .....	26



## 1

## INTRODUCTION

Pour un grand nombre de pays en développement, le défi du développement est synonyme de défi de la diversification des exportations et de transformation des structures économiques loin de la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles (Rodrik 2004, Page 2008, Greenwald/Stiglitz 2013). La diversification des exportations dans les pays riches en ressources est considérée comme essentielle pour protéger les économies locales des chocs externes et soutenir la croissance économique. Presbish (1950) et Singer (1950) ont fait valoir qu'en raison de la détérioration des termes de l'échange liée aux exportations de produits de base, les pays devaient se diversifier en développant leurs capacités manufacturières. La forte baisse des prix du pétrole à la mi-2014 a rappelé à plusieurs pays riches en pétrole cette donnée fondamentale. En Algérie, où les hydrocarbures représentaient plus de 90% du total des exportations en 2015, le taux de croissance a diminué et le déficit budgétaire s'est creusé de manière significative pour atteindre 15,6% du PIB en 2015 (FMI 2017). Les institutions financières internationales (IFI) ont mis en garde les pays exportateurs de pétrole, appelant à la prudence en matière de dépenses, à la diversification des sources de revenus et à davantage d'efforts pour améliorer le climat des affaires. Par exemple, le rapport par pays du Fonds monétaire international (FMI) pour 2017 sur l'Algérie indique que : « L'Algérie doit mettre en œuvre de vastes réformes structurelles pour améliorer le climat des investissements, soutenir la diversification de l'économie et faciliter l'émergence d'un secteur privé dynamique » (FMI 2017 : 40). Le rapport indique en outre que les niveaux de dépenses de l'Algérie sont insoutenables et que le cadre institutionnel limite l'émergence d'un secteur privé dynamique qui pourrait favoriser la diversification des exportations (FMI 2017 : 42).

Cependant, ces « erreurs » politiques ne sont pas le fruit de la négligence ou de l'ignorance de stratégies macro-économiques saines de la part des élites politiques. Newberry (1986) affirme qu'un élément clé fait défaut aux économistes pour expliquer les mauvaises performances ou l'adoption de politiques peu judicieuses par les gouvernements des pays riches en ressources. Basées sur le « programme de bonne gouvernance », les recommandations des institutions financières internationales en matière de politiques à mettre en œuvre par les pays riches en ressources naturelles ont

tendance à être des recettes identiques sur la manière d'échapper à ce que l'on appelle communément la malédiction des ressources ; à savoir l'idée que l'abondance des ressources naturelles nuit à la croissance à long terme et cause l'instabilité politique (Kolstad/Wiig 2009). La nature apolitique de ces recommandations relatives aux politiques à adopter pour promouvoir la diversification reflète l'espace encore restreint alloué aux considérations politiques au sein des IFI et fait écho à la tendance plus large du paradigme néolibéral dominant visant à dépolitiser les processus de développement économique. Cependant, ces recommandations technocratiques ont démontré leurs échecs dans de nombreux pays en développement qui dépendent encore fortement des rentes des hydrocarbures (Smith 2004).

La question centrale qui sous-tend cet article est donc la suivante : comment expliquer le manque de diversification des exportations dans les pays en développement riches en pétrole, malgré les arguments empiriques et théoriques qui le justifie ? Les études sur cette question invoquent principalement des explications basées sur la malédiction des ressources, le cadre de l'Etat rentier et la Nouvelle économie institutionnelle (NEI) (Auty 2001, Collier/Hoeffler 2005, Ross 2004, Robinson et al. 2006).

Cependant, les tendances récentes dans la littérature contestent ces approches, car elles sont trop structuralistes et minimisent le rôle du pouvoir politique. Poteete (2009) affirme que le Botswana a dans une large mesure réussi à échapper à la malédiction des ressources malgré l'accès aux grandes réserves de diamants, et ce en raison de la nature des coalitions politiques au pouvoir. Dans une étude sur les négociations contractuelles entre le Gouvernement ougandais et des multinationales pétrolières, Hicky et Izma (2016) plaident en faveur d'une analyse plus profonde des dynamiques de pouvoir qui sous-tendent les institutions lorsque l'on examine les performances économiques dans les pays riches en pétrole. Tout en s'appuyant sur ces analyses mais en se concentrant explicitement sur les obstacles à la diversification des exportations, cette étude affirme que la mesure dans laquelle les gouvernements s'engagent dans des efforts de diversification et de transformation structurelle dépend principalement de

l'interaction entre la nature de la coalition politique au pouvoir, son orientation idéologique ainsi que l'interaction de ces deux éléments avec les interventions politiques extérieures. Contrairement aux explications figées et déterministes, cet argument explique les variations dans les degrés de diversification dans des pays dotés d'institutions formelles similaires.

En se fondant sur un cadre théorique basée sur les « *political settlements* » (pacte de coalitions politiques), tout en offrant un plus grand espace analytique aux rôles des idéologies, la présente étude examine l'évolution de la gestion du pétrole et de la politique industrielle de l'Algérie depuis l'indépendance. La politique industrielle est définie comme les efforts stratégiques officiels déployés par le gouvernement pour développer le secteur industriel et diversifier les sources de revenus de l'État (Gray 2013). Cette étude soutient que l'Algérie se caractérisait par une coalition politique potentiellement développementaliste sous le Front de libération nationale (FLN) de Boumediene dans les premières décennies suivant l'indépendance en 1962, et ce jusqu'à environ la fin des années 1970. Par la suite, elle est progressivement devenue ce que Khan (2010) décrit comme un État caractérisé par un pacte politique de type « dominant faible » avec une fragmentation accrue des strates du pouvoir et une vulnérabilité à la contestation sociale. Au cours de la première période, également appelée période socialiste, le développement de la base industrielle du pays a connu des progrès importants, remettant en cause bon nombre des prédictions de la théorie de la malédiction des ressources. Cependant, pendant la période de libéralisation, la coalition au pouvoir a démontré une capacité et un engagement idéologique réduits pour utiliser la rente pétrolière aux fins de la diversification et sophistication de l'économie.

Un facteur de taille qui explique l'incapacité de l'Algérie à diversifier ses exportations hormis les hydrocarbures tient en grande partie à la relation complexe et contraignante entre l'État et le capital privé, laquelle a d'ailleurs persisté tant à l'époque socialiste qu'à celle de l'économie du marché. La libéralisation du marché menée par les IFI n'a pas réussi à résoudre ces contraintes. Au contraire, en négligeant de prendre en compte la répartition du pouvoir dans le pays, le train de réformes néolibéral du FMI a permis à un secteur d'importation privé politiquement influent de voir le jour et ce dernier a cherché activement à empêcher l'émergence d'un secteur manufacturier productif. Cela a fortement entravé la capacité du pays à construire un réseau industriel dynamique et à diversifier ses exportations.

## 2

## ARGUMENTS THÉORIQUES

La littérature sur les pays riches en ressources a attribué à la rente générée par les ressources un rôle essentiel dans la détermination de la performance économique, des capacités institutionnelles des États et de la nature du régime politique. Plusieurs études ont mis en évidence une corrélation négative entre l'abondance de ressources naturelles et une croissance économique soutenue, connue sous le nom de paradoxe de l'abondance ou malédiction des ressources (Auty 2001, Karl 1997). Politiquement, d'importantes réserves de ressources naturelles ont été associées aux régimes autoritaires, à la corruption ainsi qu'à des conflits (Boone 1990, Van de Walle 2001, Van der Ploeg 2011).

### LE SYNDROME HOLLANDAIS

L'explication de la malédiction des ressources s'appuie largement sur le Syndrome hollandais, qui fait référence à deux effets majeurs consécutifs à un boom des ressources : Premièrement, la hausse de la valeur réelle de la monnaie provoquée par une forte augmentation des exportations de produits de base; deuxièmement, la tendance pour un secteur de ressources en plein essor à détourner le capital et la main-d'œuvre loin des activités manufacturières agricoles, augmentant ainsi le coût de production dans ces secteurs et les rendant moins compétitifs (Papyrakis/Raveh, 2014). On peut soutenir que l'impact le plus néfaste du Syndrome hollandais est la désindustrialisation car la surévaluation de la monnaie expose l'économie au risque d'une réduction significative des activités industrielles en dehors du secteur des ressources minières (Palma 2014). Cela ne réduit pas seulement la compétitivité dans le secteur manufacturier, mais rend également la transformation structurelle, c'est-à-dire le mouvement d'activités à faible productivité économique vers des activités à haute productivité, moins rentable et donc moins susceptible de se réaliser (Page 2008).

Une vaste littérature théorique et empirique a démontré que la diversification et la sophistication des exportations industrielles sont essentielles au développement durable (Herzer et al. 2006, Ben Hammouda et al. 2009, Rodrik 2008). Cela est principalement dû au fait que les économies dotées de structures de production plus variées peuvent se

protéger des fluctuations des prix des produits de base et peuvent également tirer plus facilement parti des opportunités émergentes sur le marché mondial (Page 2008). À mesure que les pays en développement améliorent leur base de production, passant d'activités peu sophistiquées à des activités plus sophistiquées, de nouvelles possibilités d'exportation apparaissent (Lall et al. 2006). Si elles sont exploitées efficacement, ces opportunités créent des occasions d'« apprentissage par l'exportation », augmentant la valeur ajoutée manufacturière et entraînant une diversification industrielle accrue (Almodovar et al. 2013 : 916). Par conséquent, en rendant les secteurs commercialisables non compétitifs, le Syndrome hollandais constitue un obstacle important à la transformation structurelle et à la diversification des exportations (Rodrik 2016).

L'argument du Syndrome hollandais ne fait que mettre en lumière le biais structurel qui bloque la diversification dans les pays exportateurs de pétrole. Cependant, les effets économiques uniformes suggérés par cette théorie contredisent le niveau élevé de variation des performances économiques dans les pays exportateurs de pétrole. Un nombre croissant de recherches fait valoir que, selon les politiques qu'ils adoptent ; les gouvernements peuvent compenser l'impact négatif du Syndrome hollandais (Brahmbhatt et al. 2010). En effet, dans la mesure où les responsables choisissent comment allouer les revenus d'un secteur en plein essor, les symptômes du Syndrome hollandais et la malédiction des ressources plus généralement peuvent être maîtrisés (Poteete 2009). Les mesures prises pour limiter les flux de rentes provenant des ressources naturelles dans l'économie nationale, telles que les fonds de réserve de change et les fonds de stabilisation des produits de base, peuvent protéger les économies des effets du Syndrome hollandais (Sachs 2007). De plus, des efforts délibérés pour investir les rentes pétrolières dans l'industrialisation peuvent compenser l'impact négatif du Syndrome hollandais sur le secteur manufacturier (Lowi 2011).

La Syndrome hollandais n'est donc pas inévitable. Le contraste marqué entre la croissance et les résultats économiques de deux pays comme le Nigeria et l'Indonésie

ayant des niveaux de revenus similaires et disposant de réserves pétrolières importantes dans les années 1980 (Fuady 2015), en est la meilleure illustration. En Indonésie, après les périodes de prospérité économique, le gouvernement a systématiquement dévalué le Rupiah. Cette dévaluation de la monnaie locale a favorisé les exportations non négociables ; ce qui a entraîné une augmentation de 260% des exportations de produits manufacturiers (Gelb et al. 1988). En revanche, en omettant de prendre des mesures proactives pour éviter les symptômes du Syndrome hollandais, le Nigeria a connu un déclin important en termes de diversification de ses exportations (Lewis 2009). Ainsi, loin d'être déterminée par la structure, la mesure dans laquelle un pays souffre du Syndrome hollandais dépend du choix des politiques adoptées.

## LA THÉORIE DE L'ÉTAT RENTIER

Contrairement aux explications économiques, les explications politiques sur le manque de diversification des exportations dans les pays riches en ressources reposent souvent sur la théorie de l'État rentier (Mahdavy 1970, Beblawi/Luciani 2015). Selon cette théorie, lorsque les gouvernements tirent une part substantielle de leurs recettes nationales de rentes, ils sont libérés de la nécessité de prélever des taxes et deviennent ainsi plus autonomes vis-à-vis de la société. Les élites dirigeantes des États rentiers sont peu enclines à développer un secteur national productif car la légitimité politique de ces États repose sur une répartition ininterrompue des rentes et non sur la performance macroéconomique globale (Moor 2004 : 307).

Selon les tenants de cette théorie, des niveaux élevés de ressources naturelles produisent des résultats institutionnels spécifiques. Premièrement, en raison de leurs niveaux d'autonomie élevés, les États rentiers risquent de négliger les préférences de leur population, d'empêcher l'émergence de groupes sociaux indépendants et de se transformer en systèmes politiques autoritaires (Ross 2004). Deuxièmement, les ressources rentières réduisent le besoin de taxation et ce faisant, la capacité d'extraction de l'État. Il en résulte un manque d'informations de la part du gouvernement qui entrave la formulation de stratégies judicieuses de diversification et de sophistication de l'économie. Troisièmement, la centralisation du pouvoir par le gouvernement, ajoutée à la nature distributive de l'économie, donne naissance à une bureaucratie démesurée et extrêmement inefficace (Lowi 2009). De plus, les rentes extérieures élevées alimentent les pratiques néo-patrimoniales et la corruption car elles incitent davantage les individus à entrer en compétition pour « capturer » sur l'État (Bates 1988, Van de Walle 2001). Enfin, le développement du capital humain n'est pas encouragé et la recherche de rentes est la source la plus prometteuse pour garantir une mobilité sociale.

Si certaines des caractéristiques mentionnées ci-dessus peuvent être constatées dans plusieurs pays riches en ressources, elles ne sont nullement des caractéristiques spécifiques à ces États mais plutôt des attributs répandus dans les pays en développement en pleine mutation capitaliste. Dans sa tentative d'établir un lien de causalité entre les ressources naturelles, les performances économiques et politiques, la théorie de l'État rentier est devenu un argument surexploité utilisé pour clarifier des trajectoires contradictoires. Par exemple, les rentes pétrolières ont été citées comme une source de troubles politiques (Karl 1997), mais aussi de stabilité (Ross 2001). La littérature sur le Printemps arabe a utilisé le paradigme de l'État rentier pour expliquer la stabilité politique en Algérie (Volpi 2013) et justifier le soulèvement survenu en Libye au cours de la même période (Martinez 2014).

Bien que la littérature sur l'État rentier tout comme celle sur la malédiction des ressources fournissent des explications importantes sur la dynamique politique et économique dans les pays riches en pétrole, ils ont peu de valeur prédictive concernant les choix des politiques et les performances économiques. Au lieu d'attribuer au pétrole un poids politique particulier, il serait peut-être plus utile, d'un point de vue analytique, d'examiner l'héritage historique et les fondements institutionnels de différents pays riches en pétrole afin de mieux comprendre les obstacles à la diversification économique.

## NOUVELLE ÉCONOMIE INSTITUTIONNELLE ET ABONDANCE PÉTROLIÈRE

Selon la Nouvelle Économie Institutionnelle (NEI), les résultats en matière de développement dans les pays riches en ressources dépendent du type et de la qualité des institutions du pays. North (1990 : 3) définit les institutions comme « les règles du jeu dans une société » et soutient que les institutions qui garantissent la redevabilité, les droits de propriété privée et la transparence renforceront la croissance indépendamment de la dotation en ressources du pays. Ceci est basé sur la logique selon laquelle les institutions présentant ces caractéristiques réduisent les risques, favorisent les investissements et allongent la perspective temporelle des gouvernants (North 1990, Acemoglu/Johnson/Robinson 2001, De Soto 2000).

Les théoriciens de la NEI fondent leur analyse sur des arguments liés à la trajectoire qui relie les institutions existantes aux institutions du passé (North 1990). Acemoglu, Johnson et Robinson (2001) soutiennent que dans les anciennes colonies de peuplement, riches ou non en ressources, l'existence d'institutions qui protégeaient la propriété privée ont eu tendance à rester en place après l'indépendance, favorisant ainsi la croissance et le développement. Robinson et al. (2006 : 451) soutiennent que la malédiction des ressources peut être évitée en



présence d'institutions qui contraignent les hommes politiques à rendre des comptes et à allouer des ressources publiques selon des critères de mérite. Cependant, les pays dans lesquels les institutions ne parviennent pas à protéger les pratiques de l'État de la corruption et du patrimonialisme, risquent de souffrir d'une malédiction des ressources et de ne pas diversifier leurs sources de revenus. De même, Sala-i-Martin et Subramanian (2003) soutiennent que la piètre qualité institutionnelle et le manque de mécanismes de responsabilisation amènent l'élite politique à gaspiller les rentes tirées des ressources naturelles pendant les périodes de boom des ressources, maintenant ainsi le pays aussi pauvre qu'avant après une période de boom.

La pensée de la NEI a fourni le fondement théorique du programme de bonne gouvernance adopté par les IFI depuis les années 1990 (Di John/Putzel, 2009). C'est ainsi que l'on a instauré des politiques « uniformes » pour tous, fondées sur l'adoption d'institutions s'inspirant des « meilleures pratiques », associées aux modèles de développement réussis des pays industrialisés. Cependant, plusieurs des hypothèses de la NEI négligent l'histoire des transformations économiques dans les pays développés d'aujourd'hui car elles assimilent les résultats souhaitables du développement capitaliste à ses conditions préalables (Gray/Khan 2010). En fait, bon nombre des pratiques associées au patrimonialisme sont au cœur des processus d'accumulation initiale (Mkandawire 2015). Par exemple, l'industrialisation rapide de l'Allemagne à la fin du XIXe siècle n'a pas été réalisée grâce aux institutions de type idéal de Weber mais était davantage due à l'association du fer et du seigle qui reliaient les éléments les plus féodaux des cartels de l'industrie lourde dans un processus qu'Alexander Gerschenkron (1962) qualifie de « féodalisation de la bourgeoisie ». La relation entre l'État et le capital national a toujours supposé une relation étroite assez proche des descriptions actuelles du clientélisme. Par conséquent, il est important d'aller au-delà des explications se limitant au clientélisme, de comprendre ses causes et d'examiner comment différentes formes de clientélismes produisent des variations dans les résultats du développement (Whitfield et al. 2015).

L'obsession analytique des institutions dans la NEI néglige de prendre en compte des formes plus profondes de politique et de relations de pouvoir qui sous-tendent la performance institutionnelle. Comme le soutient Poteete (2009 : 545) dans son étude sur le Botswana : « Les coalitions politiques qui détiennent le pouvoir sont derrière les politiques publiques mise en place, les institutions et l'édification de l'État ». Poteete démontre que, malgré la faiblesse des institutions de l'État au Botswana lors de la découverte de diamants, le pays a généralement réussi à maîtriser les symptômes de la malédiction des ressources. En ce sens, la poursuite de politiques favorables à la croissance dans les pays riches en ressources ne dépend pas seulement de la trajectoire historique et de la force

institutionnelle mais également de la nature de la coalition au pouvoir, de ses intérêts, de ses orientations idéologiques et du contexte géopolitique.

## À LA CROISÉE DES PACTES POLITIQUES ET DE L'IDÉOLOGIE

Des approches mettant au centre la politique et combinant exercice du pouvoir et structure dans l'analyse ont vu le jour plus récemment pour tenter d'expliquer pourquoi et comment les pays réalisent le développement à long terme. Un cadre théorique important de cette tendance est la théorie du « *political settlements* » (pacte de coalitions politiques) qui fait référence à « l'équilibre ou la répartition du pouvoir entre groupes sociaux et classes sociales sur lesquels se fonde tout État » (Di John/Putzel 2009). Selon Khan (2010), les institutions constituent non seulement les « règles du jeu » qui influencent les comportements individuels, mais également les mécanismes de répartition de la rente au sein de la société. Lorsque les institutions ou les politiques entraînent une répartition des rentes qui ne reflètent pas le pouvoir relatif de différentes factions d'élite, le changement institutionnel sera contesté jusqu'à ce que les groupes d'élite au pouvoir s'entendent sur des institutions qui offrent une répartition raisonnable des rentes ; donnant ainsi un *political settlement* (Lavers/Hickey 2015).

Selon l'analyse du *political settlement*, pour comprendre les obstacles à la transformation économique dans les pays riches en ressources, il est essentiel d'analyser le rôle des ressources rentières dans le cadre élargi de la création des institutions de l'État, en se concentrant sur les politiques qui privilégient des configurations institutionnelles spécifiques (Hickey et Izama, 2016). Dans cette optique, il convient de mettre l'accent sur la compatibilité entre les objectifs de développement à long terme qui profiteraient au pays et aux intérêts plutôt qu'à court terme des détenteurs du pouvoir politique. Étant donné que la diversification économique entraîne des coûts politiques, puisque des changements dans la répartition des rentes renforcent certains groupes et en affaiblissent d'autres, il est probable que la coalition au pouvoir entravera les réformes de la diversification si la diversification menace sa survie politique. Selon Khan (2010), détenir le pouvoir signifie « la capacité d'un individu ou d'un groupe à s'engager et à survivre aux crises et conflits ».

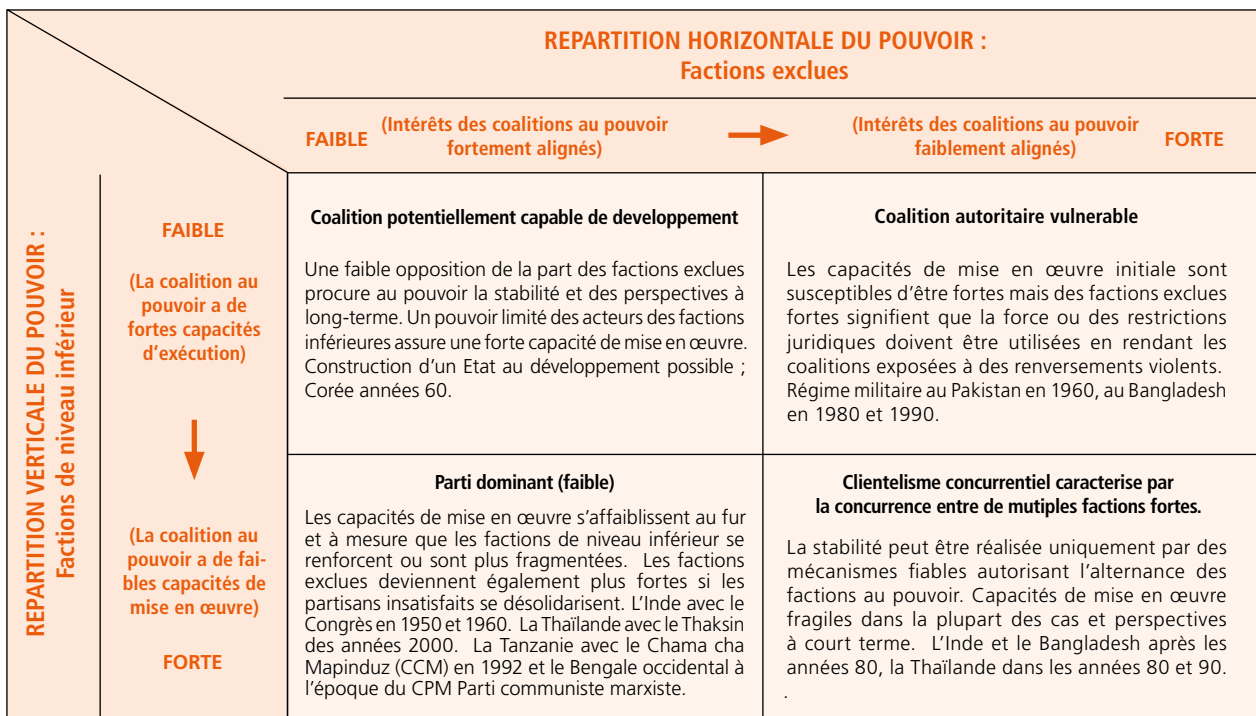
Les tendances antérieures au sein de l'école de pensée de l'institutionnalisme économique ont mis en évidence la dynamique du pouvoir politique qui entrave la diversification. Karl (1997) et expliquent que le manque de « volonté » de la part des gouvernements à fournir des efforts de restructuration, revient à un « ajustement institutionnel arrêté », au cours duquel les détenteurs du pouvoir bloquent les réformes car ils ont des intérêts acquis dans l'ordre existant. Dans un ouvrage important

intitulé « Les gagnants et les perdants : Comment les secteurs façonnent les perspectives de développement des États », Shafer (1994) affirme que les secteurs dominants caractérisés par une forte intensité du capital, tels que le domaine minier ou pétrolier, créent de puissants lobbies qui incitent les tenants du pouvoir à maintenir le statu quo comme condition préalable à leur survie politique, et ce en dépit de l'intérêt général à long terme. Bien que ces perspectives fournissent des informations intéressantes, elles supposent toutes deux que l'équilibre des pouvoirs d'un pays découle uniquement de sa structure économique.

La théorie du *political settlement* postule que la répartition du pouvoir politique n'est pas simplement une fonction de la répartition du pouvoir économique, mais qu'elle adopte une construction à plusieurs facettes engageant la capacité de différents groupes à se mobiliser politiquement en s'appuyant sur la légitimité historique, les idées et les institutions (Gray 2013, Behuria et al 2017). Selon cette théorie, la capacité d'une coalition au pouvoir à maintenir le pouvoir politique et les stratégies correspondantes utilisées pour atteindre cet objectif dépend de la répartition « horizontale et verticale » du pouvoir entre différents groupes (Khan 2010). Le pouvoir horizontal désigne la répartition du pouvoir entre les différentes fractions de l'élite au pouvoir, tandis que le pouvoir vertical désigne le pouvoir relatif des factions de niveau inférieur au sein de la coalition par rapport aux factions supérieures et leur poids dans le maintien de la coalition au pouvoir (ibid.).

Le pouvoir relatif des factions exclues et des factions de niveau inférieur au sein de la coalition au pouvoir est essentiel pour expliquer pourquoi certaines coalitions au pouvoir adoptent une vision du développement à plus long terme que d'autres. Dans un *political settlement* de type dominant où les factions inférieures au sein de la coalition sont exclues, les élites dirigeantes jouissent d'un degré de stabilité relativement élevé, ce qui leur permet potentiellement de mener des politiques économiques nécessitant un délai plus long pour obtenir des résultats tel que l'industrialisation (Whitfield et al. 2015). En revanche, dans les pactes de type clientélistes compétitifs, les factions puissantes sont en compétition directe et les factions de niveau inférieur détiennent une force d'influence importante sur l'élite dirigeante. Cette distribution du pouvoir augmente la vulnérabilité des élites dirigeantes, ce qui les conduit à adopter des stratégies de survie politique immédiates, fondées principalement sur des exigences de redistribution (ibid.). Ces symptômes apparaissent dans une moindre mesure dans les pactes faiblement dominants. Comme le montre l'étude de cas de l'Algérie, contrairement aux explications déterministes et déterminées par l'expérience, l'analyse du *political settlement* ou type de pacte de pouvoir politique est particulièrement utile pour tenir compte des différences dans la manière dont différentes configurations de pouvoir conditionnent les motivations des élites politiques en matière de gestion des rentes provenant des ressources naturelles.

Graphique 1  
Les factions clientélistes et la structure des coalitions du pouvoir politique



Source : Khan (2010: 65)

Cependant, la littérature utilisant cette approche tend à sous-estimer un aspect important qui façonne les stratégies de développement des gouvernements - ou leur absence -, à savoir le rôle des idées et des idéologies dans la détermination des choix politiques. Bien que le rôle de l'idéologie soit reconnu pour influencer sur les choix politiques dans la théorie du *political settlement*, elle n'est explicitement reconnue que comme un outil utilisé par les factions d'élite pour mobiliser un soutien afin d'atteindre leur objectif politique (Khan 2010 : 20). L'espace analytique quelque peu limité attribué aux idées a abouti à des comptes-rendus strictement centrés sur la distribution du pouvoir. Cependant, mettre l'accent sur les négociations de pouvoir ne permet pas de prédire les préférences politiques d'une coalition en particulier. En fait, des types de pactes politiques similaires peuvent adopter des trajectoires de développement différentes en fonction des idées influençant l'élite politique (Hickey 2013).

Le cadre théorique de cet article opte donc pour une utilisation ajustée de la théorie du pacte politique dans lequel le rôle de l'idéologie est mis en exergue. Ici, il est essentiel de souligner que les idées et les idéologies ne doivent pas être comprises comme des ensembles de croyances neutres « flottants », déconnectés de la structure et du contexte politique. Les idées devraient plutôt être considérées comme « intégrées et ancrées dans les structures et les institutions qui constituent tout environnement politique » (Hudson/Leftwich 2014). Le défi analytique consiste donc à aller au-delà de la logique binaire entre « intérêts » et « idées » pour explorer les liens intrinsèques qui les unissent (Hickey 2013). Donner une plus grande place à l'idéologie dans l'analyse permet de saisir de manière plus globale la dynamique politique dans les pays en développement, notamment les pays riches en ressources, où la gestion des rentes en ressources naturelles ne dépend pas uniquement des intérêts mais est également fortement influencée par les penchants idéologiques et la façon dont tous deux interagissent.

## 3

## MÉTHODOLOGIE

Le chapitre précédent a fait valoir que l'existence de ressources naturelles ne compromet pas en soi la transformation structurelle. Les efforts de la coalition au pouvoir pour renforcer les capacités de production et diversifier l'économie de manière à l'éloigner de la dépendance aux ressources naturelles sont principalement fonction de l'interaction des intérêts avec les idéologies dominantes. Pour illustrer cet argument, cet article analyse l'évolution historique de la répartition du pouvoir et de l'évolution des idées en présence et l'associe aux efforts de diversification des exportations en Algérie.

L'Algérie post indépendante est un cas d'étude intéressant. Premièrement, avec 1,3 million de barils produits par jour, l'Algérie est le troisième plus grand exportateur africain de pétrole brut (OPEP 2017). Toutefois, malgré des efforts vigoureux pour accroître la capacité industrielle après l'indépendance, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est passée de 20% en 1980 à seulement 6% en 2014 (Gasmi/Laourari 2017). En juin 2015, les exportations de pétrole et de gaz représentaient 94,3% des exportations totales du pays, faisant de l'Algérie le pays le moins diversifié par rapport à son groupe de PIB (Banque mondiale 2017). La forte concentration actuelle des exportations, après une période de rattrapage industriel ambitieux, fait de l'Algérie un cas d'analyse pertinent des obstacles à la diversification dans les pays riches en pétrole.

Par ailleurs, le régime algérien présente un cas étonnant de survie politique. Le passage d'une économie socialiste à une économie de marché au début des années 1990 s'est accompagné d'une libéralisation politique superficielle (Hamouchene/Rouabah 2016). Avec quelques variations, la coalition FLN/militaires a réussi à se maintenir au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962. En fait, le régime en place a non seulement survécu au Printemps arabe mais il ne s'est guère écarté de son mode habituel de gouvernance autoritaire (Volpi, 2013). Enfin, la littérature expliquant le manque de diversification des exportations dans le pays s'est jusqu'à présent largement appuyée sur l'analyse de la malédiction des ressources et de l'État rentier (Dillmand 2000, Ali/Abdelatif 2013, Lefevre 2017) ou sur la pensée de la nouvelle économie institutionnelle

(Boucekkine/Boukha-Hassane 2011, Boucekkine et al. 2016). Ces études n'ont pas réussi à mettre en lumière les aspects plus profonds des négociations du pouvoir qui sous-tendent les configurations institutionnelles et les choix politiques.

En utilisant un cadre ajusté du *political settlement* comme décrit ci-dessus, ce papier soutient l'hypothèse que dans un pacte politique dominant, la coalition au pouvoir utilise le capital provenant des rentes pétrolières pour diversifier la structure de l'économie et améliorer la situation, tandis que dans un système politique de type dominant faible, les incitations à redistribuer abusivement les revenus pétroliers pour obtenir un soutien populaire sont plus fortes. Dans ce contexte, les rentes pétrolières sont donc susceptibles d'être dilapidées pour maintenir les réseaux clientélistes et assurer une survie politique à court terme. Comme l'intérêt premier de cette recherche est de comprendre les obstacles à la diversification des exportations dans les pays riches en pétrole, l'analyse se concentre sur la nature de la relation entre la coalition au pouvoir et la classe capitaliste domestique, un facteur déterminant pour la diversification des exportations (Hirschmann 1968, Wade 1990, Maxfield/Schneider 1997, Rodrik 2005, 2008, Mkandawire 2001).

Selon Whitfield et al. (2015), une politique industrielle réussie qui aboutit à une diversification des exportations nécessite l'émergence d'intérêts mutuels entre la classe capitaliste et l'élite dirigeante. Cela exige que les capitalistes aient un degré élevé d'influence politique. Cependant, si la coalition au pouvoir a accès aux rentes des ressources naturelles, la classe capitaliste productive risque de ne pas être en mesure d'acquiescer suffisamment de pouvoir politique (Khan 2010). De ce fait, les relations entre l'État et les milieux d'affaires dans les pays riches en pétrole sont particulièrement compliquées et constituent un obstacle important à la diversification des exportations. Cependant, cette relation n'est nullement statique. Les changements dans la répartition du pouvoir dans la société, les changements idéologiques, les fluctuations des prix des produits de base et les interventions extérieures sont tous des facteurs qui déterminent l'influence politique du secteur privé.

Cette analyse est motivée par plusieurs discussions avec des responsables gouvernementaux, des membres du FLN, des représentants du secteur privé, des journalistes et des militants de la société civile en Algérie. Elle s'appuie également sur des publications en anglais, français et arabe, la législation algérienne et les archives en ligne des journaux. Des indicateurs quantitatifs sont parfois utilisés pour évaluer les progrès réalisés dans certaines mesures de transformation et de diversification structurelles. Cependant, les méthodes quantitatives ne permettent pas à elles seules de comprendre les facteurs complexes qui entravent l'augmentation de la productivité (Whitfield et al. 2015). Pour comprendre les variations des niveaux de diversification et de sophistication dans les pays riches en pétrole, il faut combiner des indicateurs quantitatifs et une analyse qualitative.

Bien que le recours au cadre théorique du *political settlement* soit particulièrement utile pour générer des analyses approfondies de cas d'études, il représente également une

limite importante puisqu'il ne permet pas d'atteindre des niveaux élevés de généralisation. Une autre limite importante, liée à la première, est qu'en mettant l'accent sur les obstacles internes à la diversification des exportations, le présent document n'aborde pas les obstacles à la transformation économique qui sont enracinés dans la structure de l'économie internationale. Les structures asymétriques du système mondial font que les pays en voie de développement riches en ressources ont du mal à se détourner des exportations de produits de base et à intégrer des activités à plus haute valeur ajoutée dans l'économie mondiale (Kaplinsky 2000, Rodrik 2002). La diversification vers des industries technologiques, à forte productivité est retardée, entre autres par les réglementations existantes sur les droits de propriété intellectuelle et les accords commerciaux qui limitent l'espace pour l'application de politiques industrielles stratégiques (Shadlen 2006, Kaplinsky 2013). Toutefois, l'analyse de ces obstacles à la diversification des exportations reste en dehors du cadre du présent document.

Graphique 2

**Dépendance à l'égard du pétrole parmi certains producteurs de pétrole (2015)**

Pays	Part du pétrole dans les exportations (%)	Part du pétrole dans le revenu national (%)
Algérie	94.3	60
Indonésie	23.2	24
Arabie Saoudite	78.3	37
Nigeria	90.8	60

Source : Banque mondiale (2017)

## 4

## LA DYNAMIQUE DES PACTES POLITIQUES EN ALGÉRIE

Cette partie explore la manière dont le pacte politique (*political settlement*) en Algérie et les idéologies dominantes ont façonné la gestion des rentes pétrolières ainsi que les efforts d'industrialisation pendant l'ère socialiste et l'ère de la libéralisation du marché. Elle soutient que l'Algérie est passée d'une coalition potentiellement développementaliste sous le FLN de Boumediene jusqu'au milieu des années 80, pour ressembler ensuite de plus en plus à une coalition de type dominante faible avec une capacité et un engagement idéologique réduits à utiliser les ressources pétrolières pour la transformation structurelle de l'économie. Cette période a été plutôt caractérisée par des symptômes visibles de la politique rentière, largement basée sur l'alimentation de réseaux clientélistes pour assurer une survie politique. Alors qu'au cours de la première période, des efforts considérables ont été consentis pour diversifier la capacité de production de l'économie, l'interaction entre la coalition politique et les idéologies dominantes a empêché un passage à un modèle d'industrialisation axé sur les exportations. Au cours de la deuxième période, la production intérieure et les exportations étaient concentrées autour des hydrocarbures. En Algérie un aspect critique du pacte politique qui explique l'échec de la diversification des exportations au cours des deux périodes, est lié à la relation ambiguë entre l'État et le secteur privé. On soutient ici que cette relation complexe a été d'autant plus minée par un

séquençage inadéquat des réformes de libéralisation menées par le FMI dans les années 1990, qu'elle a entraîné la création d'un puissant lobby des importations, qui a entravé l'émergence d'un secteur manufacturier productif.

### COALITION POLITIQUE ET IDÉOLOGIE À L'ÉPREUVE DE LA MALÉDICTION (1962-1988)

Au moment de l'indépendance du pays vis-à-vis de la France coloniale en 1962, 90% de la population européenne, qui représentait l'essentiel du capital privé et des compétences techniques et de gestion, a quitté le pays (Stora 2004). En quelques mois, la production industrielle s'est effondrée et l'investissement a baissé de plus de 200% (Lowi 2004). La classe capitaliste locale était infime, représentant moins d'un pour cent de la population (Kielstra 1978). D'importantes réserves de pétrole avaient été découvertes en 1956 à Hassi Messouad, dans le sud de l'Algérie et à la fin des années 60, le pétrole représentait la principale source de revenus de l'État (Bennoune 1988).

Alors que l'existence de grandes quantités de pétrole dans un pays pauvre et nouvellement indépendant offre les conditions classiques d'un scénario de malédiction des ressources, l'Algérie a réussi à défier cette malédiction pendant les premières décennies qui ont suivi

Graphique 3  
Évolution du pacte politique dans l'Algérie contemporaine

CARACTÉRISTIQUES DU PACTE POLITIQUE	CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES INSTITUTIONS ET DE LA CROISSANCE
Coalition du Parti dominant / capitalistes politiquement faibles : 1962-1988.	Priorité accordée à l'édification de la nation, rentes d'hydrocarbures au service d'une industrialisation menée par l'État, taux de croissance élevé, modèle de croissance non durable.
Faible coalition des Partis dominants avec des capitalistes nationaux à faibles capacités / accès politique fort : 1988-2017.	Des réformes institutionnelles et une transformation structurelle limitées. La concentration des exportations autour des hydrocarbures. Faible soutien politique à la croissance capitaliste généralisée, capitalisme de copinage.

l'indépendance. Des efforts colossaux ont été déployés en vue d'une industrialisation rapide, l'éducation de la population et la réalisation de grands projets d'infrastructures, tous financés par des rentes pétrolières ainsi que des emprunts à l'international (Benissad 2004). Au milieu des années 70, le pays avait un taux de croissance moyen de 8,5%, le taux le plus élevé de tous les pays les moins avancés (PMA) exportateurs de pétrole (Lowi 2004). En 1978, la valeur ajoutée manufacturière avait atteint 20% du PIB alors que le taux d'alphabétisation était passé de 12% au moment de l'indépendance à environ 50% en 1987 (Banque mondiale 2017). Les politiques sociales et économiques de l'Algérie ont démontré un engagement en faveur d'un développement respectueux de la justice sociale (El Kenz 1989). Au sein du monde en voie de développement, l'Algérie était reconnue comme un État post-colonial révolutionnaire modèle et à l'avant-garde du « Tiers-Mondisme » (Malley 1996). Le pays été reconnu pour son expérience de développement réussie et comme l'un des exportateurs de pétrole les plus stables sur le plan politique (Entelis 1986, Dillman 2000).

Une réorientation de l'analyse des explications structurelles vers une analyse de la distribution des pouvoirs entre les coalitions dirigeantes et les influences idéologiques peut expliquer ce succès. La nature du pacte politique en Algérie au cours des deux premières décennies qui ont suivi l'indépendance est mieux décrite comme un pacte politique dominant. Comme l'affirment Whitfield et ses collaborateurs (2015), les pactes politiques dominants ont tendance à émerger après des soulèvements sociaux ou des perturbations majeures de l'ordre social, où une faction émerge avec une grande légitimité. La Révolution algérienne (1954-1962) a sans doute représenté un bouleversement social majeur qui a entraîné des changements fondamentaux dans la répartition du pouvoir et les structures de propriété (Stora 2004). Le rôle crucial joué par le FLN dans le processus de décolonisation et sa centralisation du pouvoir au cours des dernières années de la période coloniale ont été des facteurs déterminants dans l'établissement du système du parti unique du FLN postcolonial (Roberts 2003). Le FLN n'a été confronté à aucune menace sérieuse au niveau horizontal alors qu'il jouissait d'une légitimité populaire élevée après avoir accédé l'indépendance.

Ben Bella est devenu le premier Président de l'Algérie en 1962 et il a adopté le socialisme car ce modèle économique était perçu comme le seul moyen de « combattre le retard accumulé pendant les cent trente ans de domination coloniale » (Stora 2004). Cependant, profitant des tensions internes croissantes autour du culte de la personnalité de Ben Bella, Houari Boumediene, Ministre de la Défense de l'époque, déposa Ben Bella lors d'un coup d'État militaire sans effusion de sang en 1965 (McDougall 2006).

Boumediene, qui avait rejoint le FLN en 1954, purgea le parti et l'armée des partisans de Ben Bella, et il exila ou exécuta les dirigeants qui représentaient un challenge à son pouvoir (ibid.). La faction connue sous le nom de clan de Oujda ; un regroupement d'officiers militaires et de politiciens en poste au Maroc pendant la guerre d'indépendance, est devenue la nouvelle faction dominante au sein du parti-État émergent et de l'armée (Yefsah 1992). Cette centralisation du pouvoir au sein de la coalition FLN/armée dans un contexte de faible contestation sociale a permis à la coalition au pouvoir d'avoir le champ libre pour entreprendre des réformes économiques à long terme.

Sous Boumediene, le gouvernement avait des idées claires et ambitieuses sur la façon de transformer la structure de l'économie. Avec Belaid Abdesselam, Ministre emblématique de l'Industrie et de l'Energie (1965-77), l'élite dirigeante s'est engagée dans trois grands projets : la mise en place d'une économie planifiée centralisée, la nationalisation des capitaux étrangers et le développement rapide de la base industrielle du pays (Bennoune/El Kenz 1990).

Alors que les rentes pétrolières fournissaient une base financière confortable à l'État, les dirigeants étaient convaincus de la nécessité de promouvoir les capacités de production du pays et de diversifier l'économie en s'éloignant de la production des matières premières. En investissant délibérément les rentes pétrolières dans le secteur manufacturier, les dirigeants ont réussi à compenser une conséquence importante du Syndrome hollandais, à savoir la contraction du secteur industriel (Lowi 2011). Au cours de cette période, la gestion des rentes pétrolières par la coalition au pouvoir a été conforme aux prédictions suggérées dans la théorie des pactes politiques car elles ont été utilisées principalement pour réaliser le développement national sur le long terme. En 1971, les hydrocarbures ont été nationalisés et les rentes pétrolières, transitant par la Sonatrach, société publique des hydrocarbures, ont été investies dans différents secteurs (Benhassine 1984).

Comme d'autres pays en développement à l'époque, la politique industrielle de l'Algérie reposait sur une stratégie d'industrialisation par substitution des importations (ISI) et se concentrait sur la promotion d'une croissance déséquilibrée, privilégiant les activités manufacturières à l'agriculture et l'investissement à la consommation (Bennoune 1988, Tlemcani/Hansen 1986). Influencée par les idées d'Albert Hirschman, la stratégie d'industrialisation de l'Algérie était fondée sur le modèle des « industries industrialisantes ». Cela signifiait l'investissement dans les industries lourdes, à forte intensité de capital, comme la machinerie lourde, les hydrocarbures et les produits chimiques qui ont le potentiel de créer d'importants liens en amont et en aval et de stimuler la croissance économique (Entelis 1986).

Graphique 4

**L'augmentation de la production de certains produits industriels algériens (1967-1981)**

Produit	Unité	1967	1981
Fer	Millions de tonnes	2.6	3.6
Ciment	Millions de tonnes	0.7	4.5
Tracteurs	Unité	--	4379
Moteurs	Unité	--	7057
Batteries	Milliards d'unités	--	59.3
Réfrigérateurs	Milliers d'unités	--	88.9
Téléviseurs	Milliers d'unités	--	145.5

Source : Bennoune (2002 : 142)

Dans son ambition de défier les contraintes structurelles, la coalition au pouvoir s'est appuyée sur son idéologie révolutionnaire, nationaliste et égalitaire pour galvaniser la société autour du projet de construction de la « nouvelle Algérie », une Algérie qui se libérerait des maux de la pauvreté, de l'impérialisme et de la dépendance (Entelis/Naylor 1992 : 37). Contrairement à ce que suggère la théorie de l'État rentier, les recettes pétrolières durant cette période ont été utilisées pour des investissements productifs notamment dans le capital humain. Les dirigeants ont mis en œuvre des politiques sociales inclusives telles que l'éducation et les soins de santé universels gratuits, l'alimentation subventionnée et les transports publics (Lowi 2004 : 93, Byrne 2009 : 435).

Bien que l'économie algérienne ait connu une forte croissance au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance et qu'elle soit parvenue à diversifier sa production, il est devenu évident à la fin des années 1970, que l'industrialisation rapide du pays s'était soldée par un manque d'efficacité et avait généré un déficit budgétaire important (Entelis/Naylor 1992 : 15). Les raisons de l'échec du modèle algérien de développement postindépendance sont au centre d'un débat animé. D'une part, certains auteurs ont fait valoir que le contre-choc pétrolier de 1986 et l'évolution des politiques internes, principalement la mort de Boumediene en 1978, sont à l'origine de la non-durabilité du modèle de croissance algérien. Ces auteurs soutiennent que Chadli, le successeur de Boumediene, a réduit les investissements dans l'industrie lourde avant qu'elle n'atteigne un stade de maturité, empêchant le pays de récolter les fruits de la croissance à long terme de ce secteur (Abdesselam 1991, Benneoune/El-Kenz 1990). D'autre part, l'analyse fondée sur des théories néoclassiques soutient que le modèle n'était pas viable en raison du déséquilibre structurel causé par l'intervention de l'État

dans l'économie et des distorsions de prix qui encourageaient la recherche de rentes et les comportements clientélistes (Benachenou 1993, Goumeziane 1994, Hadjseyd 1996).

Cependant, le clientélisme en soi revêt peu de valeur explicative car la transformation économique s'est toujours produite dans un contexte de politique clientéliste (Khan 2010). La première perspective décrite ci-dessus néglige également l'importance cruciale d'un secteur privé dynamique pour soutenir la transformation structurelle. La modernisation industrielle à long terme est déterminée par la façon dont le pacte politique façonne les perspectives de diversification des exportations et incite les entreprises à apprendre à accroître leur productivité et être compétitives sur les marchés mondiaux (Khan 2005). La suite de cette partie soutient que l'échec de la phase de la substitution aux importations était dû à l'incapacité de l'État, d'une part à promouvoir l'émergence d'un secteur privé compétitif et susceptible de conquérir les marchés internationaux, et d'autre part à diversifier les exportations du pays. Cet échec était principalement dû à des facteurs politiques et idéologiques ; en l'occurrence l'absence d'incitation pour les tenants du pouvoir à contribuer à l'émergence d'un rival politique potentiel sous la forme d'un secteur privé indépendant. Il s'explique aussi par la prévalence d'idées nationalistes fortes qui empêchaient des relations commerciales plus sereines avec le reste du monde.

Après l'indépendance, l'accord entre le gouvernement et ce qui allait devenir une classe capitaliste était implicite mais clair. Les anciens combattants du FLN recevraient en effet des prêts préférentiels de l'État pour lancer leurs entreprises privées en échange de leur engagement à rester en dehors de l'arène politique (Lowi 2010 : 81). Le plus célèbre de ces nouveaux capitalistes était Abdelhafid



Boussouf, qui était commandant en chef de la Wilaya V (Oranie), pendant la guerre de libération. Boussouf a bénéficié d'un prêt bonifié pour la création d'une société intermédiaire d'armements et d'équipements (Abdedaim 2012 : 203). Ainsi, bien que les entreprises privées aient été autorisées pendant l'ère socialiste, l'accumulation primitive a été maintenue dans l'arène politique de sorte que les élites dirigeantes puissent la contrôler et la canaliser. Iliffe (1983) a décrit cette forme de capitalisme comme un capitalisme parasitaire dans lequel les élites dirigeantes ne limitaient pas l'accumulation aux entreprises publiques mais autorisaient également les factions politiquement loyales à créer leurs entreprises privées.

Cependant, ces anciens combattants devenus hommes d'affaires ne représentaient pas une classe capitaliste homogène avec des compétences entrepreneuriales. Compte tenu de la faible capacité technologique à leur disposition, ces hommes d'affaires exerçaient surtout des activités à faible valeur ajoutée dans l'immobilier, la construction et le commerce (Dillman 2000 : 130). Le niveau élevé de proximité entre la classe capitaliste émergente et l'État signifiait que la bureaucratie de l'État n'avait ni la volonté ni la capacité d'imposer des contraintes aux entreprises afin qu'elles s'engagent à apprendre à être plus productives, à monter en gamme et à devenir compétitives sur les marchés internationaux (Hadjseyed 1986 : 46). En effet, il s'agit de l'absence de ce que Evans (1997) a décrit comme une autonomie intrinsèque (*embedded autonomy*) ; à savoir la capacité de la bureaucratie à être autonome par rapport aux pressions redistributives des entreprises ; mais tout en étant suffisamment proche de ses entreprises pour comprendre leurs besoins. L'absence d'autonomie intrinsèque dans le contexte algérien signifiait que les entreprises privées utilisaient les rentes de l'État à des fins stériles ou

simplement pour préserver leur niveau initial de productivité sans chercher à se moderniser et à monter en gamme. A la fin des années 1960, le secteur privé faisait essentiellement partie de l'État, même si son existence n'était guère reconnue officiellement (Dillman 2000 : 18).

Au-delà de sa clientèle et des groupes qui lui étaient loyaux, l'élite dirigeante des années socialistes était hostile à l'émergence d'une bourgeoisie forte et indépendante qui aurait pu représenter un défi pour sa survie politique (Lowi 2010). La promulgation de la réforme agraire à la fin de 1971 a marqué la première expansion de la propriété publique au détriment de la propriété privée et a inauguré une série de mesures perçues comme hostiles au développement d'une classe capitaliste nationale indépendante (Roberts 2003). Dans la charte nationale de 1976, l'article 16 stipule qu'un secteur privé « non abusif » ne pouvait exister que pour compléter le rôle de l'État dans le développement (République Algérienne démocratique et populaire, Conseil constitutionnel 2019).

Graphique 5

**Formation des capitaux bruts dans les secteurs public et privé (1970-1977), en milliards de dinars**

Année	Secteur public	Secteur privé	Investissements privés (% du total)
1970	6.1	1.5	19.9
1971	7.2	1.3	16.2
1973	9.1	0.4	4.6
1974	11.8	1.5	11.3
1975	16.0	1.8	9.9
1976	25.3	2.0	7.3
1977	31.8	2.2	6.3

Source : Amirouche (1985 : 67)

Le pacte politique a été principalement financé par les rentes pétrolières, ce qui a donné à la coalition au pouvoir les moyens financiers de maintenir sa position idéologique socialiste et de marginaliser le secteur privé. La coalition FLN/militaires n'avait aucun intérêt à promouvoir un secteur privé national fort car les hydrocarbures représentaient le pilier du revenu national (Hadjseyed 1986 : 48). En outre, l'absence de volonté des dirigeants de réorienter l'expérience industrielle vers l'exportation s'explique en grande partie par la méfiance profondément enracinée chez les tenants du pouvoir algérien envers le système international. L'expérience coloniale brutale et la lutte acharnée pour l'indépendance avaient façonné un sentiment particulièrement fort de nationalisme et de souveraineté parmi l'élite au pouvoir (Bennoune, 2002). Pour de nombreux membres du FLN, l'indépendance réelle ne pouvait être atteinte que par l'indépendance économique vis-à-vis du monde extérieur. Cette idée a contribué à façonner une politique industrielle tournée vers l'intérieur et qui visait à diversifier la production locale mais qui n'avait pas l'ambition d'exporter des produits manufacturés. Il en est résulté que l'effort pour booster l'industrie nationale s'est concentré uniquement sur les entreprises d'État qui étaient souvent peu productives ou produisaient davantage que ce que le marché intérieur pouvait absorber (Benachenou 1993).

Au-delà des explications réductionnistes, ce sont les contraintes politiques et idéologiques à l'émergence d'une classe capitaliste homogène et entrepreneuriale qui ont conduit à l'échec de la phase de la substitution aux importations. S'ajoutant à la détérioration des conditions d'emprunt pour les pays en développement dans les années 80, cela a précipité ce qui était indéniablement un rattrapage industriel rapide.

La nature apolitique des réformes de marché induites par les institutions financières internationales à l'ère suivante n'a pas permis de lever les obstacles à l'établissement d'un secteur privé productif (Dillman, 2000). En ignorant la répartition du pouvoir dans le pays, le séquençage des mesures de libéralisation, initialement censées aider l'Algérie à diversifier ses exportations, a plutôt conduit à l'effondrement du secteur manufacturier et à des niveaux historiquement élevés de concentration des exportations autour des hydrocarbures.

### **POLITIQUE DE LA RENTE ET CONCENTRATION DES EXPORTATIONS (1988-2017)**

Dans cette partie, il est avancé que les niveaux très faibles de diversification et de sophistication des exportations au cours de cette période résultent de l'interaction des réformes d'ajustement structurel avec le pacte politique existant et les idéologies dominantes. Le mauvais

séquençage des réformes a conduit à l'émergence d'un puissant lobby des importations qui s'est déployé pour empêcher le développement d'un secteur manufacturier privé compétitif, compromettant ainsi les perspectives de diversification des exportations.

Sous le Président Chadli, le FLN était de plus en plus vulnérable à la contestation sociale. En 1986, la baisse des prix du pétrole a réduit les recettes extérieures de l'Algérie de 55% en une seule année (Aissaoui 2001). Cela a précipité une crise socio-économique aiguë caractérisée par un chômage élevé, une inflation galopante et une pénurie généralisée des produits de première nécessité. En octobre 1988, des manifestations antigouvernementales de grande ampleur ont ébranlé le pays, imposant l'abolition du système de parti unique, l'introduction des premières réformes démocratiques dans le monde arabe et l'adoption de réformes pour aller vers une économie de marché (Cavatorta 2009, Entelis 2011).

L'islam politique était apparu comme un sérieux défi à la survie de la coalition FLN/militaires au pouvoir (Roberts 2003). Avec l'opposition de gauche écrasée par le régime Chadli, le Front Islamique du Salut (FIS) est devenu la seule force politique sérieuse canalisant la colère populaire. L'idée qu'un « retour à l'Islam » était la solution à la situation difficile de l'Algérie était largement répandue parmi les couches défavorisées de la population qui avaient connu une paupérisation rapide dans une société de plus en plus inégalitaire (Martinez 2000).

Lors de la première élection législative multipartite tenue dans le pays en décembre 1991, le FIS a remporté le vote populaire. Menacés de perdre leur monopole du pouvoir, les militaires, soutenus par de hauts responsables du FLN, sont intervenus en déclarant nuls les résultats de l'élection (Ciment 1997, Roberts 2003). Au printemps 1992, l'Algérie est entrée dans une décennie de guerre civile sanglante au cours de laquelle l'armée et divers groupes islamistes se sont battus sans merci (Willis 1996). Sur le plan vertical, le pouvoir était de plus en plus fragmenté avec l'intensification de la contestation entre les généraux, les membres du FLN et les bureaucrates autour de la distribution de la rente. Aucune faction d'élite n'était capable de contrôler le système à elle seule ; ce qui a réduit la capacité de concevoir des politiques industrielles agressives à long terme et de mobiliser des ressources publiques pour mettre en œuvre ces stratégies. En 1998, Abdelaziz Bouteflika a été élu Président après que tous les autres candidats se soient retirés de la course en réalisant que les élections étaient truquées par les militaires au profit de ce dernier (Mortimer 2006). Alors que l'armée et le FLN ont finalement réussi à écraser l'insurrection islamiste au début des années 2000, en rétablissant leur emprise sur le pouvoir, le pacte politique est sorti affaibli de cette décennie.

Pendant les années 2000, l'élite politique a fait preuve d'une orientation idéologique quelque peu confuse, qui combinait à la fois les caractéristiques du nationalisme économique et du néolibéralisme (Hill 2009). Selon que l'économie était dans un cycle de « boom » ou de « récession », l'élite dirigeante adoptait soit une position nationaliste et protectionniste, soit une voie d'austérité et de libéralisation (Werenfels 2007). Le manque de cohésion idéologique combiné à l'affaiblissement du pacte politique a entraîné une gouvernance conditionnée par les rentes pétrolières et caractérisée par des pratiques clientélistes à court terme visant à maintenir le système en place.

La propagation des idéologies néolibérales a contribué à ce que la transformation structurelle ne soit plus à l'ordre du jour ; laissant place à des stratégies concernées uniquement par l'amélioration de l'efficacité de l'allocation des ressources. Les rentes pétrolières n'étaient plus une source de revenus pour l'industrialisation et la diversification à grande échelle comme elles l'avaient été à l'époque de Boumediene (Hidouci 1995). La gestion clientéliste des rentes pétrolières pour la survie politique est parfaitement illustrée par les importantes sommes d'argent distribuées pour la réélection du Président Bouteflika en 2004. Avec des revenus pétroliers élevés en 2003 et des réserves de change en plein essor, plus de 30 milliards de dollars à l'époque, le Président Bouteflika a fait le tour du pays pour sa réélection, distribuant l'équivalent de 50 à 65 millions de dollars dans chaque Wilaya (gouvernorat) visité (Werenfels 2007). Ce haut niveau de distribution clientéliste a sans doute joué un rôle important dans sa victoire. Pendant cette période, une augmentation spectaculaire des scandales de corruption de haut niveau a été constatée, notamment en ce qui concerne la compagnie pétrolière nationale Sonatrach en 2010.

La forte hausse des prix des hydrocarbures au cours de la première décennie du siècle a permis à la coalition gouvernementale, de plus en plus fragmentée, de survivre au Printemps arabe en donnant au régime les moyens d'acheter la stabilité politique (Achy 2013). Alors que de violentes manifestations menées par des jeunes de quartiers populaires ont éclaté en janvier 2011, le régime a réagi rapidement en augmentant les subventions de l'État pour les biens de première nécessité et en promettant davantage de projets de logements sociaux (Volpi 2013). Simultanément, la coalition au pouvoir a considérablement accru sa capacité répressive ; les dépenses militaires sont passées de 3,5% du PIB en 2010 à 6,3% en 2015 (Banque mondiale 2017).

Cette frénésie de redistribution représentait une option à court terme accessible pour un régime qui cherchait à acheter la paix au lieu de s'engager dans la mission contraignante de transformation structurelle de

l'économique. Les investissements dans l'industrie sont passés de 59% du PIB en 1980 à seulement 4% du PIB en 1997 (Dillman 2000). Au cours de cette période, le pays a connu un déclin spectaculaire de sa capacité industrielle ainsi que de son degré de sophistication, avec un recul de l'industrie manufacturière à moins de 5% du PIB en 2015 et un secteur des hydrocarbures atteignant 94% du total des exportations (Banque mondiale 2017).

Qu'est-ce qui explique le niveau remarquablement élevé de concentration des exportations de l'Algérie ? La fragmentation du pouvoir au niveau national et le manque de cohésion idéologique n'offrent qu'une explication partielle. Le reste de cette section soutient que le séquençage des réformes du FMI a négligé les dynamiques de distribution des pouvoirs en Algérie. Cela a entraîné une adoption partielle des réformes d'ajustement structurel. En outre, le régime a choisi d'adopter des réformes de libéralisation du commerce qui ont réduit la protection des industries locales et réorienté le pays vers l'extraction des ressources, tandis que les réformes visant à encourager la naissance d'un secteur privé productif furent largement écartées. Cette adoption sélective des réformes, résultant de l'interaction entre les facteurs politiques et idéologiques avec le plan d'ajustement structurel, est essentielle pour comprendre les niveaux élevés de concentration des exportations actuels.

## 5

## RÉFORME DE LA LIBÉRALISATION DU MARCHÉ

Les réformes économiques initiées au niveau national avaient commencé à la fin des années 1980, sous la direction du gouvernement de Mouloud Hamrouche mais elles ont été abandonnées au début des années 1990 en raison d'un manque de soutien politique parmi les tenants du pouvoir (Tlemcani 1999). Cependant, en 1994, la faiblesse des prix du pétrole et la guerre civile ont plongé le pays dans une situation économique désastreuse avec une dette extérieure de 25 milliards de dollars et une dette représentant 70 pour cent des recettes en devises provenant des exportations totales de l'Algérie (Aissaoui 2001). Cette situation n'a laissé au pays d'autre choix que de s'engager dans un programme d'ajustement structurel en 1994.

Les réformes d'ajustement structurel avaient pour but de réorienter la politique industrielle vers la réduction des barrières commerciales, l'encouragement de l'industrie manufacturière du secteur privé local par la privatisation, la promotion des investissements directs étrangers et l'adoption de réformes de bonne gouvernance (Lowi 2010). Alors que ces réformes n'ont pas résolu les contraintes politiques et idéologiques qui freinent l'émergence d'un secteur privé national dynamique, elles l'ont entravé davantage en donnant naissance à un puissant lobby des importations qui a miné les efforts de diversification des exportations.

### L'ÉMERGENCE DU LOBBY DE L'IMPORT

La libéralisation des échanges commerciaux a entraîné une réduction significative du taux effectif de protection des produits fabriqués localement. Les industries manufacturières ont eu du mal à concurrencer les groupes établis à l'échelle mondiale et la plupart d'entre elles se sont effondrées quelques mois après la libéralisation des échanges commerciaux (Sorsa 1999 : 63). D'autre part, l'essentiel des investissements directs étrangers (IDE) reçus était concentré dans le secteur des hydrocarbures (Fattouh/Darchouche 2013 : 1124). En conséquence, le secteur manufacturier s'est considérablement réduit et les efforts déployés pour diversifier la structure industrielle du pays pendant l'ère socialiste ont été sapés.

Les contrôles à l'importation ont été assouplis en 1994 pour permettre l'importation de biens de consommation par des entreprises utilisant des comptes en devises (Dillman 2000 : 94). Toutefois, le mauvais séquençage du plan d'ajustement structurel a fait que la libéralisation du commerce a été introduite avant la libéralisation du secteur financier. En commençant par la libéralisation du commerce, telle que l'exigeait le FMI, tout en gardant les secteurs des banques et du crédit sous contrôle, la coalition au pouvoir a été en mesure d'attribuer des licences d'importation à des membres de l'armée, du FLN et des milieux bureaucratiques (Werenfels 2002 : 21). On estime qu'en 1995, environ 702 opérateurs privés s'étaient joints à quelque 158 entreprises publiques pour importer 3,9 milliards de dollars de biens essentiels (Ighilahriz/Boukella 1998 : 27). En 1997, le nombre d'opérateurs privés avait atteint les 24 000 (ibid.). Bien que formellement, tout entrepreneur puisse importer des produits, des obstacles administratifs se sont dressés sur le chemin de ceux qui ne faisaient pas partie de la coalition au pouvoir et de sa clientèle (Werenfels 2002 : 15).

Au cours de cette période, certains responsables militaires sont devenus des acteurs privés importants par l'intermédiaire de leurs propres sociétés, percevant des commissions sur les importations ou facilitant l'acquisition de contrats d'importation pour les membres de leur famille et leurs proches (Dillman 2000 : 95). D'anciens gestionnaires influents du secteur public sont devenus des importateurs privés ayant un accès spécial aux privilèges de l'État (Werenfels 2002 : 18). Les importateurs d'élite en sont venus à monopoliser l'importation de biens de première nécessité comme les produits alimentaires, les vêtements et les médicaments ; créant des obstacles bureaucratiques pour les importateurs rivaux et surtout pour les fabricants privés (Boucekkine/Boukalia-Hassane, 2011 : 3).

Selon la théorie néolibérale qui sous-tend la libéralisation du commerce, la suppression du monopole et du pouvoir discrétionnaire de l'État limite l'accès de l'État à la rente et affaiblit ainsi les réseaux clientélistes. L'objectif visé par cette réforme est de réduire l'attrait de l'État pour les élites

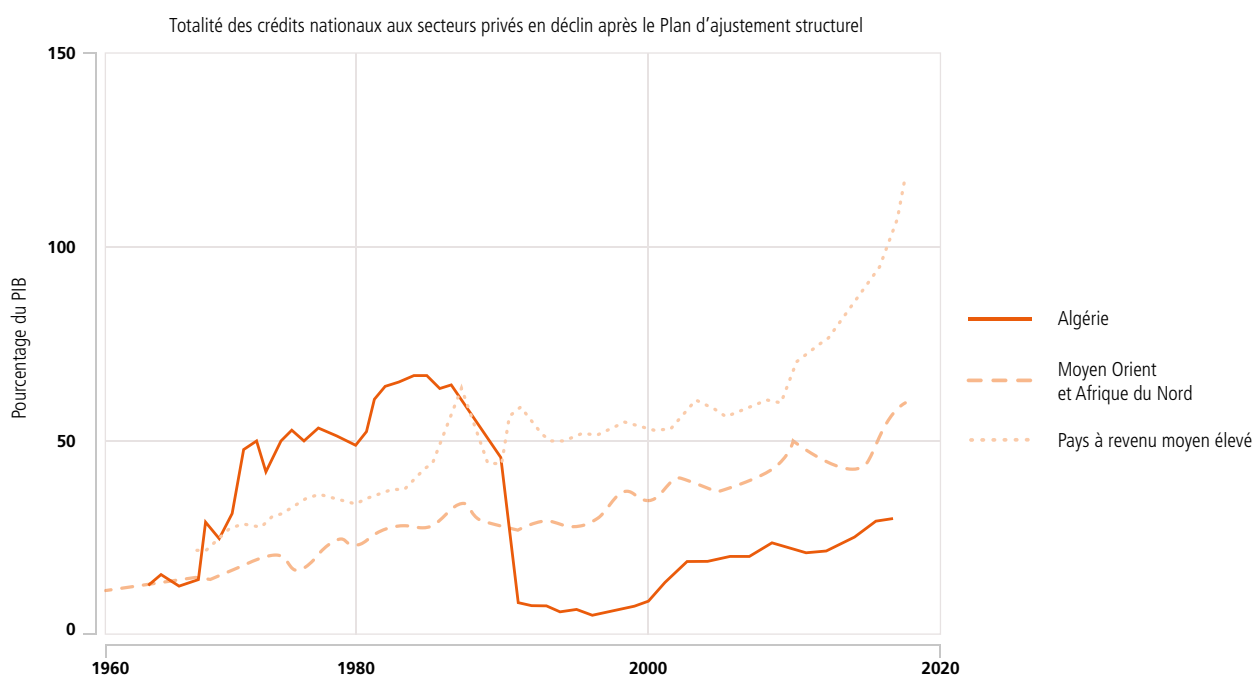
locales et les forcer à se tourner vers des activités plus productives (Krueger 1974). Cependant, en réalité, le mauvais ordonnancement des réformes, qui ne tenait pas compte de la répartition du pouvoir entre les différents groupes d'élite, a donné des résultats très différents. En effet, la libéralisation des échanges en Algérie n'a pas résolu le problème des monopoles d'importation. En revanche, elle a simplement déplacé les monopoles des entreprises d'État industrielles vers des oligopoles d'importateurs privés liés à l'élite politique.

Le puissant lobby des importations avait le plus à perdre de la diversification et de la modernisation de l'économie car l'autonomisation d'un secteur manufacturier privé dynamique aurait réduit son pouvoir relatif et menacé son accès à la rente. Par conséquent, outre les contraintes politiques et idéologiques qui entravent le développement d'un secteur privé indépendant et productif, le lobby des importations en est venu à augmenter les coûts de transition des réformes favorables aux entreprises privées domestiques.

## ABSENCE DE POLITIQUES FAVORABLES AUX ENTREPRISES

Lorsque le Gouvernement a signé un accord de confirmation avec le FMI en 1994, il s'est engagé à accélérer la privatisation des entreprises d'État inefficaces et à inciter le secteur privé à se moderniser et à exporter (Werenfels 2002 : 3). Toutefois, les réformes visant à promouvoir la transformation structurelle au sein de l'industrie privée ont été entravées (Layachi 2010 : 29). L'absence de garanties institutionnelles a freiné les investissements à long terme et à grande échelle (Bouazza et al. 2015). En 2010, la plupart des obstacles au développement du secteur privé étaient toujours présents. Il est important de noter que les entreprises privées non-connectées ont souffert d'obstacles bureaucratiques, d'un manque considérable d'accès aux prêts bancaires, d'accès aux terrains industriels (ibid.).

Graphique 6  
Crédits alloués au secteur privé national après les PAS



Source : Banque mondiale (2017)

Graphique 7  
**Produit de la privatisation dans la région MENA (\$ 000,00)**

Pays	Année 1990-1997
Algérie	9.3
Egypte	1510.2
Jordanie	58.71
Maroc	846.7
Oman	60.1
Tunisie	150.2
Turquie	3,600.0

Source de données : Werenfels (2002)

En outre, la privatisation des entreprises d'État industrielles improductives qui auraient pu rendre la production nationale plus compétitive a stagné. Le lobby des importateurs de plus en plus influent n'avait aucun intérêt à soutenir des réformes susceptibles d'accroître la compétitivité du secteur industriel local et de compromettre son accès aux rentes d'importation (Dahmani 2005 : 151). Comme l'indique le Tableau 3, entre 1990 et 1997, l'Algérie a enregistré le plus faible taux de privatisation de la région.

Alors que certains des arguments de la coalition au pouvoir contre la privatisation rappelaient le poids des idées socialistes et des préoccupations du développement national, la portée très limitée de la privatisation des entreprises d'État inefficaces, ajoutée au faible taux des prêts de l'État aux investissements du secteur privé, reflète les contraintes politiques plus profondes qui entravent la croissance d'un secteur privé indépendant en Algérie. Les oligopoles d'importation ayant une forte influence politique se sont opposés aux réformes qui renforcent le secteur manufacturier local et se sont activement employés à maintenir leur accès aux rentes d'importation, en menaçant même de recourir à la violence (Dillman 2000, Werenfels 2002). En outre, le lobby des importations a participé à bloquer les initiatives de dévaluation du dinar car une monnaie nationale appréciée rend les importations plus rentables. Cela a gravement nui aux exportations dans le secteur des biens échangeables et a fait du pays l'une des principales victimes des symptômes du Syndrome hollandais (Lowi 2007).

Pour être clair, le lobby des importations n'est nullement l'obstacle unique à la croissance d'une classe capitaliste productive en Algérie. Les puissants fondements idéologiques nationalistes qui ont caractérisé la période qui

a suivi l'indépendance ont persisté pendant l'ère de la libéralisation et, avec eux, la méfiance généralisée à l'égard du capital privé. Cette idéologie, tout en ayant perdu une grande partie de son attrait, est encore utilisée de manière stratégique par le régime pour lutter contre le développement d'un secteur privé puissant et indépendant (Bouazza et al. 2015). De plus, le niveau élevé des recettes pétrolières jusqu'en 2014 a permis à l'élite politique de limiter les entreprises qui avaient émergé en dehors de son cercle. Cependant, l'interaction des politiques du Plan d'Ajustement structurel avec les particularités politiques et idéologiques du pays a conduit à la création d'un puissant lobby des importations qui a augmenté le coût de transition pour l'adoption des réformes de diversification. Le secteur privé est resté bloqué dans des activités à faible valeur ajoutée et à rentabilité rapide, concentrées dans le commerce et le logement et il n'a pas réussi, pour l'essentiel, à aller vers une transformation structurelle fondée sur des économies d'échelle et la montée en gamme technologique.

## 6

## CONCLUSION

La littérature existante sur les freins à la diversification des exportations dans les pays riches en pétrole est dominée par des théories déterministes qui se concentrent sur les dangers de la malédiction des ressources, la nature anti-développementale des États rentiers et la faiblesse des institutions formelles dans les pays en voie de développement. Le présent document a tenté d'introduire des nuances dans le débat en faisant valoir que les efforts de diversification et de restructuration dans les pays riches en pétrole varient selon les coalitions politiques au pouvoir, les idées dominantes et l'interaction de ces deux éléments avec les interventions d'institutions extérieures.

Le cas de l'Algérie a été utilisé pour illustrer cet argument. La dynamique centrale du pacte politique en Algérie a été le passage de ce que Khan (2010) décrit comme un type de pacte politique « potentiellement développementaliste » dans les années qui ont suivi l'indépendance jusqu'en 1988, à une forme de pacte politique « dominant faible » jusqu'à nos jours. Ce changement s'est accompagné d'une diminution de l'engagement de la coalition au pouvoir à diversifier la base productive du pays et à l'améliorer. Contrairement à la période précédente, l'absence d'une vision de développement national à long terme et la fragmentation du pacte politique ont conduit à un désinvestissement dans l'industrie manufacturière et à une augmentation des comportements clientélistes pour la survie politique à court terme.

L'examen des contraintes à la diversification des exportations à ces deux époques nécessite un examen plus approfondi de la nature des relations entre l'État et les entreprises. L'industrialisation menée par l'État a été cruciale pour le pays car elle a créé une base manufacturière et diversifié les structures productives du pays en dehors de l'extraction pétrolière. Toutefois, cette politique industrielle s'est avérée non viable car elle n'a pas réussi à promouvoir un secteur privé compétitif capable de faire passer l'industrialisation de la phase de substitution aux importations à l'étape plus difficile de l'exportation. L'échec de l'État à promouvoir le capital privé s'explique par des contraintes politiques et idéologiques qui ont persisté dans le contexte de la libéralisation du marché. Les PAS n'ont pas réglé ces problèmes ; au contraire, en négligeant de prendre en

compte la distribution des pouvoirs dans le pays, ils ont donné naissance à un secteur d'importation politiquement influent qui a cherché activement à empêcher l'émergence d'un secteur manufacturier productif. Cela a gravement entravé les perspectives de diversification des exportations du pays.

Au lieu de formuler des recommandations politiques superficielles sur la nécessité pour les pays riches en ressources naturelles de promouvoir un secteur privé dynamique, qui sont aux mieux inutiles et au pire contre-productives, il serait peut-être plus utile pour les institutions financières internationales de « travailler en tenant compte des réalités locales » et de mieux comprendre les particularités politiques et le coût des réformes dans différents pays. C'est particulièrement le cas pour les pays riches en ressources naturelles où les rentes externes compliquent les relations entre l'État et le capital privé. Le cadre théorique du pacte politique nous permet non seulement de mieux comprendre les formes plus profondes de négociation des pouvoirs qui sous-tendent les institutions officielles mais il offre aussi les outils analytiques nécessaires pour aller au-delà des récits réductionnistes qui se limitent au clientélisme comme prisme explicatif.

Toutefois, ce cadre a eu tendance à sous-estimer l'importance des idéologies dans l'élaboration des résultats stratégiques. L'étude présente a suggéré l'utilisation d'un cadre de pacte politique ajusté qui offre un plus grand espace d'analyse aux idées, conceptualisées comme concepts, intégrées aux structures et façonnées par les incitations découlant du pacte politique. Un cadre théorique utilisant un pacte politique ajusté fournit des éléments essentiels pour comprendre la gouvernance des rentes pétrolières et les efforts consentis pour la transformation structurelle. D'autres études de cas et études comparatives qui utilisent la théorie du pacte politique sont nécessaires pour améliorer notre compréhension des obstacles politiques et idéologiques à la diversification des exportations dans les pays riches en ressources.



## BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, Daron / Johnson, Simon / Robinson, James** (2001) : « The Colonial Origins of Comparative Development : An Empirical Investigation », *Working Paper, National Bureau of Economic Research*.
- Achy, Lahcen** (2013) : *The Price of Stability in Algeria*, Vol. 25, Carnegie Endowment for International Peace.
- Ahmed Adly, Amr Ismail** (2011) : « When Cheap Is Costly : Rent Decline, Regime Survival and State Reform in Mubarak's Egypt (1990–2009) », *Middle Eastern Studies* 47, no. 2, 295–313.
- Aissaoui, Ali** (2001) : *Algeria : The Political Economy of Oil and Gas*, 1<sup>st</sup> edition, Oxford : Oxford University Press.
- Ali, Hamid / Abdellatif, Omnia** (2015) : « Military Expenditures and Natural Resources : Evidence from Rentier States in the Middle East and North Africa », *Defence and Peace Economics* 26, no. 1, pp. 5-13.
- Almodóvar, Paloma / Briones, Javier Saiz / Siverman, Brian S.** (2014) : « Learning through Foreign Market Participation : The Relative Benefits of Exporting, Importing, and Foreign Direct Investment », *The Journal of Technology Transfer* 39, no. 6, 915–44.
- Amirouche, Abdelhamid** (1985) : « Le secteur privé dans la doctrine économique », *La Revue du CENEAP*, no. 2, 65–78.
- Auty, Richard** (2001) : « The Political Economy of Resource-Driven Growth », *European Economic Review*, 15th Annual Congress of the European Economic Association, 45, no. 4, 839–46.
- Banque mondiale** (2017) : World Bank Indicators, <http://data.worldbank.org/indicator>.
- Bates, Robert** (1988) : *Toward a Political Economy of Development : A Rational Choice Perspective*, University of California Press.
- Beblawi, Hazem / Luciani, Giacomo** (2015) : *The Rentier State*, Routledge.
- Behuria, Pritish / Buur, Lars / Gray, Hazel** (2017) : « Studying Political Settlements in Africa », *African Affairs* 116, no. 464, 508–25.
- Belaïd, Abdesselam** (1991) : *Le gaz algérien : stratégie et enjeux*. Alger : Bouchene Edition.
- Benhassine, M.L.** (1984) : « L'industrialisation en Algérie (1960-1980). Réflexion sur une expérience nationale de développement », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 21, n. 3, 555–84.
- Benissad, Mohamed Elhocine** (2004) : *Algerie : De la planification socialiste à l'économie de marché (1962-2004)*, Alger : ENAG Édition.
- Bennoune, Mahfoud / El-Kenz, Ali** (1990) : *Le hasard et l'histoire : entretiens avec Belaïd Abdesselam*, ENAG.
- Bennoune, Mahfoud** (2002) : *The Making of Contemporary Algeria, 1830-1987*. Cambridge University Press.
- Boone, Catherine** (1990) : « The Making of a Rentier Class : Wealth Accumulation and Political Control in Senegal », *The Journal of Development Studies* 26, no. 3, 425–49.
- Bouazza, Asma Benzazoua / Ardjouman, Diabate / Abada, Othman** (2015) : « Establishing the Factors Affecting the Growth of Small and Medium-Sized Enterprises in Algeria », *American International Journal of Social Science* 4, no. 2, 101–121.
- Boucekkine, Raouf / Bouklia-Hassane, Rafik et al.** (2011) : « Rente, corruption et violence : l'émergence d'un ordre nouveau dans les pays arabes », *Regards Economiques* 92.
- Boucekkine, Raouf / Prieur, Fabien / Puzon, Klarizze** (2016) : « On the Timing of Political Regime Changes in Resource-Dependent Economies », *European Economic Review* 85, 188–207.
- Brahmbhatt, Milan / Canuto, Otaviano / Vostroknutova, Ekaterina** (2010) : « Dealing with Dutch Disease ». *World Bank Other Operational Studies*, The World Bank
- Butcher, Charity** (2014) : « Can Oil-Reliant Countries Democratize ? An Assessment of the Role of Civil Society in Algeria », *Democratization* 21, no. 4, 722–42.
- Byrne, Jeffrey James** (2009) : « Our Own Special Brand of Socialism : Algeria and the Contest of Modernities in the 1960s », *Diplomatic History* 33, no. 3, 427–47.
- Cavatorta, Francesco** (2009) : *The International Dimension of the Failed Algerian Transition : Democracy Betrayed ?* Manchester University Press.
- Cherif, Abdeldaim** (2012) : *Abdelhafid Boussof, Le révolutionnaires aux pas de velours*. Algiers : ANEP Edition.
- Ciment, James** (1997) : *Algeria : The Fundamental Challenge*. Facts on File.
- Collier, Paul / Hoeffler, Anke** (2005) : « Resource Rents, Governance, and Conflict », *Journal of Conflict Resolution* 49, no. 4, 625–33.
- Croese, Sylvia** (2017) : « State-Led Housing Delivery as an Instrument of Developmental Patrimonialism : The Case of Post-War Angola », *African Affairs* 116, no. 462, 80–100.
- De Soto, Hernando** (2001) : *The Mystery Of Capital*, New Ed edition, London : Black Swan.
- Di John, Jonathan / Putzel, James** (2009) : « Political Settlements : Issues Paper », Monograph.
- Di John, Jonathan** (2007) : « Oil Abundance and Violent Political Conflict : A Critical Assessment », *The Journal of Development Studies* 43, no. 6, 961–86.
- Dillman, Bradford** (1998) : « The Political Economy of Structural Adjustment in Tunisia and Algeria », *The Journal of North African Studies* 3, no. 3, 1–24.
- Dillman, Bradford** (2000) : *State and Private Sector in Algeria : The Politics of Rent-Seeking and Failed Development*. Boulder : Westview Press Inc.
- El Kenz, Ali** (1989) : *L'Algérie et la modernité*, Dakar : Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA).
- Entelis, John / Naylor, Phillip** (1992) : *State And Society In Algeria*. Boulder : Westview Press.
- Entelis, John** (2011) : « Algeria : Democracy Denied, and Revived? », *The Journal of North African Studies* 16, no. 4, 653–78.
- Entelis, John** (2016) : *Algeria : The Revolution Institutionalized*. Routledge.
- Evans, Peter** (2012) : *Embedded Autonomy : States and Industrial Transformation*. Princeton University Press.
- Fattouh, Bassam / Darbouche Hakim** (2010) : « North African Oil and Foreign Investment in Changing Market Conditions », *Energy Policy* 38, no. 2, 1119–29.
- FMI, Fonds monétaire international** (2017) : « Algeria : Article IV Consultation-Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Algeria ».



- Fuady, Ahmad Helmy** (2015) : « Aid and Policy Preferences in Oil-Rich Countries : Comparing Indonesia and Nigeria », *Third World Quarterly* 36, no. 7, 1349–64.
- Gasmi, Farid / Laourari, Imène** (2017) : « Has Algeria Suffered from the Dutch Disease : Evidence from 1960–2013 Data », *TSE Working Papers*, Toulouse School of Economics (TSE).
- Gelb, Alan et al.** (1988) : « Oil Windfalls - Blessing or Curse ? », The World Bank.
- Gerschenkron, Alexander** (1962) : *Economic Backwardness in Historical Perspective : A Book of Essays*, Belknap Press of Harvard University Press Cambridge, MA.
- Goumeziane, Smaïl** (1994) : *Le mal algérien : Économie politique d'une transition inachevée, 1962-1994*. Paris : Fayard.
- Gray, Hazel / Khan, Mushtaq** (2010) : *Good Governance and Growth in Africa : What Can We Learn from Tanzania ?* in : *The Political Economy of Africa*, edited by Vishnu Padayachee, 339–56. London, UK : Routledge.
- Gray, Hazel** (2013) : « Industrial Policy and the Political Settlement in Tanzania : Aspects of Continuity and Change since Independence », *Review of African Political Economy* 40, no. 136, 185–201.
- Greenwald, Bruce / Stiglitz, Joseph** (2013) : *Learning and Industrial Policy : Implications for Africa*, in : *The Industrial Policy Revolution II*, 25–49. Springer.
- Hadjseyd, Mahrez** (1985) : « Quelque aspect de l'évolution du secteur privé industriel », *Revue du CENEAP*, 49–62.
- Hadjseyd, Mahrez** (1996) : *L'industrie algérienne : Crise et tentative d'ajustement*. Editions Le Harmattan.
- Hamouchene, Hamza / Rouabah, Brahim** (2016) : « The Political Economy of Regime Survival : Algeria in the Context of the African and Arab Uprisings ». *Review of African Political Economy* 43, no. 150, 668–80.
- Hammouda, Hakim Ben / Oulmane, Nassim / Jallab, Mustapha Sadni** (2009) : « D'une diversification spontanée à une diversification organisée », *Revue Économique* 60, no. 1, 133–155.
- Herzer, Dierk / Nowak-Lehmann, Felicitas** (2006) : « What Does Export Diversification Do for Growth ? An Econometric Analysis », *Applied Economics* 38, no. 15, 1825–1838.
- Hickey, Sam** (2013) : « Thinking about the Politics of Inclusive Development : Towards a Relational Approach », *ESID Working Paper* no. 1.
- Hickey, Sam / Izama, Angelo** (2016) : « The Politics of Governing Oil in Uganda : Going against the Grain ? », *African Affairs* 116, no. 463, 163–185.
- Hidouch, Ghazi** (1995) : *Algérie, la libération achevée* : Paris : La Découverte.
- Hill, J. N. C.** (2009) : « Challenging the Failed State Thesis : IMF and World Bank Intervention and the Algerian Civil War », *Civil Wars* 11, no. 1, 39–56.
- Hirschman, Albert** (1968) : « The Political Economy of Import-Substituting Industrialization in Latin America », *The Quarterly Journal of Economics* 82, no. 1, 1–32.
- Hudson, David / Leftwich, Adrian** (2014) : « From Political Economy to Political Analysis », Working / discussion paper (DLP Research Paper 25), Developmental Leadership Program : Birmingham.
- Ighilhariz, Said / Boukella, Mourad** (1996) : « Où en sont les réformes? », *Conjoncture* no. 23, 21–28.
- Iliffe, John** (2015) : *Emergence of African Capitalism*. Springer.
- Kaplinsky, Raphael** (2000) : « Globalisation and Unequalisation : What Can Be Learned from Value Chain Analysis ? », *Journal of Development Studies* 37, no. 2, 117–46.
- Kaplinsky, Raphael** (2013) : *Globalization, Poverty and Inequality : Between a Rock and a Hard Place*. John Wiley & Sons
- Karl, Terry Lynn** (1997) : *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*, Vol. 26, University of California Press.
- Khan, Mushtaq** (2005) : « Markets, States and Democracy : Patron-client Networks and the Case for Democracy in Developing Countries », *Democratisation* 12, no. 5, 704–724.
- Khan, Mushtaq** (2010) : *Political Settlements and the Governance of Growth-Enhancing Institutions*.
- Kielstra, Nico** (1978) : « The Agrarian Revolution and Algerian Socialism », *MERIP Reports* no. 67, 5–26.
- Kolstad, Ivar / Wiig, Arne** (2009) : « Is Transparency the Key to Reducing Corruption in Resource-Rich Countries ? », *World Development* 37, no. 3, 521–32.
- Krueger, Anne** (1974) : « The Political Economy of the Rent-Seeking Society », *The American Economic Review* 64, no. 3, 291–303.
- Lall, Sanjaya / Weiss, John / Zhang, Jinkang** (2006) : « The "sophistication" of Exports : A New Trade Measure », *World Development*, Part Special Issue (pp. 324–404), *Corruption and Development : Analysis and Measurement*, 34, no. 2, 222–37.
- Lavers, Tom / Hickey, Sam** (2015) : *Investigating the Political Economy of Social Protection Expansion in Africa : At the Intersection of Transnational Ideas and Domestic Politics*.
- Layachi, Azzedine** (2001) : « The Private Sector in the Algerian Economy : Obstacles and Potentials for a Productive Rôle », *Mediterranean Politics* 6, no. 2, 29–50.
- Lefèvre, Raphaël** (2017) : « The Algerian Economy from "oil Curse" to "diversification" ? », *The Journal of North African Studies* 22, no. 2, 177–81.
- Lewis, Peter** (2009) : *Growing Apart : Oil, Politics, and Economic Change in Indonesia and Nigeria*. University of Michigan Press.
- Lowi, Miriam** (2004) : « Oil Rents and Political Breakdown in Patrimonial States : Algeria in Comparative Perspective », *The Journal of North African Studies* 9, no. 3, 83–102.
- Lowi, Miriam** (2011) : *Oil Wealth and the Poverty of Politics : Algeria Compared*. Reprint edition. Cambridge : Cambridge University Press.
- Mahdavy, Hossein** (1970) : « The Patterns and Problems of Economic Development in Rentier States : The Case of Iran », *Life 1000*, no. 1.
- Malley, Robert** (1996) : *The Call From Algeria : Third Worldism, Revolution, and the Turn to Islam*, University of California Press.
- Martinez, Luis** (2014) : « Oil, Violence and International Actors : The Case of Libya », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines* 48, no. 2, 243–56.
- Martinez, Luis** (2000) : *The Algerian Civil War, 1990-1998*. C. Hurst & Co. Publishers.
- Maxfield, Sylvia / Schneider, Ben Ross** (1997) : *Business and the State in Developing Countries*, Cornell University Press.
- McDougall, James** (2006) : *History and the Culture of Nationalism in Algeria*. Cambridge University Press.
- Mkandawire, Thandika** (2015) : « Neopatrimonialism and the Political Economy of Economic Performance in Africa : Critical Reflections », *World Politics* 67, no. 3, 563–612.

**Mkandawire, Thandika** (2001) : « Thinking about Developmental States in Africa », *Cambridge Journal of Economics* 25, no. 3, 289–314.

**Moore, Mick** (2004) : « Revenues, State Formation, and the Quality of Governance in Developing Countries », *International Political Science Review* 25, no. 3, 297–319.

**Mortimer, Robert** (2006) : « State and Army in Algeria : The "Bouteflika Effect" », *The Journal of North African Studies* 11, no. 2, 155–71.

**Neary, Peter / Van Wijnbergen, Sweder, eds** (1986) : *Natural Resources and the Macroeconomy*, 1st edition, Cambridge, Mass : The MIT Press.

**North, Douglass** (1990) : *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.

**Page, John** (2001) : *Rowing Against the Current : The Diversification Challenge in Africa's Resource-Rich Economies*, Brookings.

**Palma, José Gabriel** (2014) : « De-Industrialisation, "premature" de-Industrialisation and the Dutch-Disease », *Revista NECAT-Revista Do Núcleo de Estudos de Economia Catarinense* 3, no. 5, 7–23.

**Papyrakis, Elissaios / Raveh, Ohad** (2014) : « An Empirical Analysis of a Regional Dutch Disease : The Case of Canada », *Environmental and Resource Economics* 58, no. 2, 179–98.

**Poteete, Amy** (2009) : « Is Development Path Dependent or Political? A Reinterpretation of Mineral-Dependent Development in Botswana » *The Journal of Development Studies* 45, no. 4, 544–571.

**Prebisch, Raúl** (1950) : *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, Sede de la CEPAL en Santiago (Estudios e Investigaciones), Naciones Unidas Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).

**Putzel, James / John, Jonathan Di** (2012) : *Final Report - Publications - Crisis States Research Network - Research - International Development - Home*.

**République Algérienne démocratique et populaire, Conseil constitutionnel** (2019) : *Constitution de 1976*, <http://www.conseil-constitutionnel.dz/index.php/fr/1976>.

**Ritchie, Bryan** (2005) : « Coalitional Politics, Economic Reform, and Technological Upgrading in Malaysia », *World Development* 33, no. 5, 745–61.

**Roberts, Hugh** (2003) : *The Battlefield Algeria, 1988-2002 : Studies in a Broken Polity*, Verso <https://archive.newsletter2go.com/?n2g=oqzlczbb-5bk8qzir-5kni4rlz-174y> Cornell University Press.

**Tlemcani, Rachid** (1999) : *État, bazar et globalisation : L'aventure de l'infitah en Algérie*. Algiers : Led Edition El Hikma.

**Tlemcani, Rachid / Hansen, William** (1989) : « Development and the State In Post-Colonial Algeria », *Journal of Asian and African Studies* 24, no. 1–2, 114–33.

**United Nations** (1950) : *Economic Commission for Latin America. The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, Lake Success, N.Y. : United Nations, Department of Economic Affairs.

**Van de Walle, Nicolas** (2001) : *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999*. Cambridge University Press.

**Van der Ploeg, Frederick** (2011) : « Natural Resources : Curse or Blessing? », *Journal of Economic Literature* 49, no. 2, 366–420.

**Van Wijnbergen, Sweder** (1984) : « 'The Dutch Disease' : A Disease after All? » *The Economic Journal* 94, no. 373, 41–55.

**Volpi, Frédéric** (2013) : « Algeria versus the Arab Spring », *Journal of Democracy* 24, no. 3, 104–15.

**Wade, Robert** (1990) : *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*. Princeton University Press.

**Werenfels, Isabelle** (2002) : « Obstacles to Privatisation of State owned Industries in Algeria : The Political Economy of a Distributive Conflict », *The Journal of North African Studies* 7, no. 1, 1–28.

**Werenfels, Isabelle** (2007) : *Managing Instability in Algeria : Elites and Political Change Since 1995*, Routledge.

**Whitfield, Lindsay / Therkildsen, Ole / Buur, Lars / Mette Kj'r, Anne** (2015) : *The Politics of African Industrial Policy : A Comparative Perspective*, New York : Cambridge University Press.

**Willis, Michael** (1999) : *The Islamist Challenge in Algeria : A Political History*, New York : NYU Press.

**Yefsah, Abdelkader** (1992) : « L'armée et le pouvoir en Algérie de 1962 à 1992 », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 65, no. 1, 77–95.



## LISTE DES GRAPHIQUES

- 8 Graphique 1  
**Les factions patrons-clients et la structure de la coalition au pouvoir**
- 11 Graphique 2  
**Dépendance à l'égard du pétrole chez certains producteurs de pétrole (2015)**
- 12 Graphique 3  
**Évolution du pacte politique dans l'Algérie contemporaine**
- 14 Graphique 4  
**L'augmentation de la production de certains produits industriels algériens (1967-1981)**
- 16 Graphique 5  
**Formation des immobilisations brutes dans les secteurs public et privé (1970-1977)**
- 19 Graphique 6  
**Total des crédits intérieurs au secteur privé après les PAS**
- 20 Graphique 7  
**Produit de la privatisation dans la région MENA**

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

IFI	Institutions Financières Internationales
FMI	Fonds Monétaire International
ISI	Industrialisation par Substitution des Importations
FLN	Front de Libération Nationale
FIS	Front Islamique du Salut
PMA	Pays les Moins Avancés - Pays en développement tardif
NEI	Nouvelle Économie Institutionnelle
MENA	Middle East and North Africa (Moyen-Orient et Afrique du Nord)
EP	Entreprises Publiques
PAS	Programmes d'Ajustement Structurel





## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Tin Hinane El Kadi** est chercheuse en économie politique à la London School of Economics (LSE). Elle est également chercheuse associée à Chatham House. Ses recherches portent sur l'innovation et l'économie du savoir, les TIC et le développement, les relations entre l'État et les marchés d'affaire ainsi que les investissements chinois en Afrique du Nord. Ses écrits ont été publiés dans plusieurs revues dont la « Review of African Political Economy ».

Traduction de l'anglais : Noureddine Bessadi

Relecture : Amel Lafif-Jedidi

## IMPRESSION

Friedrich-Ebert-Stiftung | Bureau Algérie  
175 blvd Krim Belkacem | Telemly | 1600 Alger  
<https://www.fes-algeria.org>

Commande de publications :

[info@fes-algeria.org](mailto:info@fes-algeria.org)

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.

## DÉVELOPPEMENT OU GAIN DE TEMPS ?

### Rente pétrolière, transformation économique et survie politique en Algérie



La littérature existante sur les obstacles à la diversification des exportations et à la modernisation économique dans les pays riches en pétrole a été dominée par des récits déterministes et tributaires de l'expérience qui se concentrent sur les dangers de la malédiction des ressources. En examinant l'évolution de la gouvernance pétrolière et de la politique industrielle de l'Algérie depuis l'indépendance, la présente étude remet en question les récits dominants et met en lumière le rôle crucial de la politique dans la détermination des résultats économiques.



Les efforts de diversification dans les pays riches en pétrole varient selon les coalitions politiques, les idéologies dominantes et l'interaction de ces deux éléments avec les interventions politiques extérieures. L'Algérie est passée d'une coalition dominante dans les années qui ont suivi l'indépendance jusqu'en 1988 - période au cours de laquelle des efforts importants de diversification ont été déployés - à une coalition de type dominante faible caractérisée par un clientélisme accru et un engagement dilué en faveur d'une transformation structurelle.



L'incapacité de l'État à promouvoir le capital privé au cours des deux périodes s'expliquait par les contraintes politiques et idéologiques qui empêchaient la diversification des exportations. La non prise en compte de la dynamique du pouvoir dans les réformes conduites par le FMI dans les années 1990 a contribué à la création d'un groupe de pression sur les importations qui limiterait davantage l'émergence d'un secteur privé productif capable de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Plus d'information sous ce lien :  
<http://www.fes-algeria.org>